



Conseil municipal du 11 mai 2015 | Délibération n°2

Intervention de Valérie FAUCHEUX au nom du groupe écologiste et du Parti de gauche

FERMETURE DE CLASSES : QUELS MOYENS POUR UNE VÉRITABLE RÉUSSITE ÉDUCATIVE ?

Alors que l'école est présentée comme une priorité par le gouvernement, le groupe des Écologistes et le Parti de gauche considèrent l'annonce par l'inspecteur d'Académie du département de fermetures définitives de six classes sur notre ville comme une bien mauvaise nouvelle, qui ne tient pas compte des réalités de terrain que parents et enseignants vivent au quotidien. En effet, les données sur lesquelles s'appuie l'administration de l'Éducation nationale sont en décalage avec celles collectées pour le moment par les directeurs d'école.

Cette décision est d'autant plus problématique que cinq de ces six classes se situent en secteur d'éducation prioritaire, secteurs pour lesquels la Ville a décidé d'investir des moyens supplémentaires en attribuant autant d'ATSEM que de classes maternelles, en déprécarisant des personnels pour assurer la stabilité des équipes, en ouvrant les activités périscolaires du midi aux enfants ne mangeant pas à la cantine. La décision de Monsieur l'inspecteur d'Académie aura des conséquences lourdes pour ces écoles, créant de nouvelles difficultés pour la réussite des enfants et pour les équipes éducatives en place. Il est fort à parier que ces écoles vont devoir subir une augmentation des élèves par classe. Et pourtant, comme le précisent les conclusions des *Assises académiques de l'éducation prioritaire* en décembre 2013, "le nombre d'élèves par classe est un paramètre incontournable pour la réussite des élèves". Et ce d'autant plus, lorsque dans ces classes, d'autres problématiques sont à prendre en charge : problèmes de comportement, dys (dyslexies, dysorthographies, dyscalculies) et prise en charge d'élèves ne maîtrisant pas la langue française.

Cette décision a des effets corollaires qui ne vont pas favoriser la construction du réseau d'éducation prioritaire. En effet, la fermeture de classes entraîne mécaniquement une diminution forte des décharges de direction pour les écoles élémentaires de Torigné et Guillevic, qui se réduiront à un quart de temps de décharge pour Torigné et un mi-temps pour Guillevic. Encore plus qu'ailleurs, les directrices et directeurs ont besoin de ce temps de travail hors de la classe pour mieux accueillir les

familles, pour mieux coordonner le travail en équipe, faire le relais avec le quartier, ses structures et ses intervenants.

Et c'est d'autant plus contradictoire avec les enjeux de la nouvelle politique de la ville définis dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, qui se donne pour ambition de prendre l'appui de tous les acteurs concernés, qu'ils agissent simultanément sur tous les leviers : développement social et culturel, revitalisation économique, emploi, rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie, sécurité, citoyenneté, santé et éducation. Alors que la nouvelle politique de la ville affirme nécessaire une meilleure coordination, l'éducation nationale à Rennes ne donne pas les moyens aux coordonnateurs REP. À Villejean, Maurepas et aux Chalais, nouveau secteur où les partenariats quartier-école sont à construire, on ne leur attribue qu'un modeste mi-temps. Comment pourront-ils réellement agir en interne et en externe, à savoir être un soutien en termes d'innovation pédagogique au sein des équipes enseignantes et développer et maintenir les partenariats avec les structures du quartier, les éducateurs, être l'interlocuteur pour la mise en œuvre du contrat de ville ?

L'ambition pour la réussite éducative mérite mieux qu'une simple gestion comptable de l'éducation, et ce d'autant plus dans les quartiers populaires. C'est pourquoi, nous apportons notre soutien aux parents et enseignants qui se mobilisent contre les décisions de l'inspection académique et qui devront à la rentrée prochaine subir les conséquences de ces fermetures.